

INVESTIG'ACTION

L'info n'est pas un luxe, c'est un droit

Quelle « drôle de gauche », cette fausse gauche sociale-démocrate!

23 Déc 2016

ROBERT CHARVIN



Quand la « drôle-de-gauche » gouverne à droite et fait son retour à gauche dans l'opposition...

Les droites ont pour qualité de savoir ce qu'elles veulent : protéger et promouvoir au maximum les intérêts qu'elles représentent, c'est-à-dire avant tout les milieux d'affaires, la propriété privée des moyens de production et tous les conservatismes sociétaux, sauf si ceux-ci risquent d'affaiblir, par les réactions qu'ils suscitent les pouvoirs de l'argent. Elles font alors assaut de « modernité » et « changent tout pour que rien ne change » ! Car leur cohérence et leur constance sont absolues dans leur détermination

à ne jamais céder au social si le profit est mis en cause.

Les droites revêtent, selon les circonstances, des formes variées : elles ont été souvent, en France, « républicaines », « parlementaires » et « modérées » ; elles peuvent être « décomplexées », « arrogantes » à l'américaine et autoritaires ; en période de crise aiguë, elles ne rechignent pas à la répression forte et à la totale concentration des pouvoirs dans le cadre d'une droite extrême, qualifiée hier de fasciste et aujourd'hui de « populiste ». Derrière leurs masques variés, l'essentiel demeure.

Ces différentes droites peuvent s'articuler de manière complexe afin de mieux faire croire qu'elles incarnent « l'intérêt général ». Elles sont, en tout état de cause, largement financées par les pouvoirs privés et la classe la plus aisée et disposent des moyens les plus vastes pour s'imposer à l'occasion des élections légitimant le plus souvent cette forme de « démocratie » particulière bien faite pour « la race des seigneurs », celle de l'argent, de la haute administration et du « tout-Paris », celle qui pratique le déni absolu des antagonismes sociaux et des inégalités insupportables.

Ainsi, en France et à travers le monde, sans user de violence frontale grâce au cirque électoral, animé par l'argent et le tam-tam médiatique, prolifèrent des dynasties plus ou moins médiocres, non pas seulement au Pakistan, en Inde, ou au Liban, mais aussi aux États-Unis, en Grèce ou en France, alors que le « suffrage universel n'est que l'index qui permet de mesurer la maturité des classes populaires et qu'il ne peut être rien de plus... dans l'état actuel », comme le notait Engels.

Or, précisément, force est de constater l'immatunité du plus grand nombre, objet de toutes les manipulations et de toutes les domestications créant l'illusion du choix et la croyance que chacun est authentiquement « libre »¹.

Si, par accident, les droites perdent les élections, elles les déclarent « illégitimes » ou illégales, la « preuve » essentielle de ces défauts étant leur propre défaite !

Si la droite échoue, c'est qu'un « populisme » vulgaire et démagogique a décérébré les citoyens : conclusion, il faut voter à nouveau (cf les résultats des référendums européens de 2005 non respectés). Si l'échec se perpétue, alors toutes les violences « démocratiques » sont fondées, style Pinochet ou autre !! Toutes les formes de coup d'État sont jugées légitimes !! Il en est de même si les élections n'ont pas été « régulières » puisqu'elles ont été perdues (cf la victoire de 2011 de L. Gbagbo en Côte d'Ivoire) : alors, le recours à la force s'impose « au nom de la démocratie et de la protection des populations » ! La « dictature démocratique » reçoit alors la bénédiction des grandes puissances occidentales et des institutions économiques et financières internationales.

== Les « gauches » ou prétendues telles, ont d'autres pathologies. Elles ont pour défaut fréquent d'avoir peur d'elles-mêmes en se risquant à faire l'Histoire au lieu de s'adonner aux jeux politiques.

La gauche « social-démocrate » en est l'illustration la plus « exemplaire » ... Avec Jean Salem, on peut la qualifier de « drôle-de-gauche », tant elle est animée d'un esprit de compromission produisant une politique faite nécessairement de contradictions. La place importante que cette « D.D.G » occupe dans les sociétés européennes est elle-même source d'une contradiction majeure : les autres gauches semblent ne rien pouvoir faire sans elle (ce qui reste à prouver), mais elles ne peuvent rien non plus avec elle (ce qui est d'ores et déjà démontré) !

Au nom de la « Liberté », cette « drôle-de-gauche » se caractérise par un anticommunisme profond, indissociable de sa nature antisociale (sous couverture de « réalisme » économique). Les partis se réclamant de la social-démocratie sont des forces « ramasse-tout », facteur de blocages paralysants.

Les partis « socialistes » européens en ont fait la démonstration lorsqu'ils dominaient la plupart des gouvernements des États membres de l'Union Européenne qu'elle a pourtant géré comme les droites. En France, le parti socialiste a connu une période où il dirigeait à la fois le Parlement et les Régions, sans rien bouleverser pour autant. Les citoyens français les plus défavorisés n'ont pas

vu leur situation se modifier.

La priorité absolue est en effet donnée au sociétal, au détriment des besoins sociaux les plus fondamentaux qui s'expriment dans les mouvements revendicatifs. Cette pratique résulte du fait qu'elle est plus facile à mener, car elle ne remet pas en cause les fondements du système socio-économique. Pour cette « drôle-de-gauche », cette place du sociétal présente il est vrai l'avantage de permettre des rebonds aux lendemains de ses échecs inévitables. Elle ne peut à la fois satisfaire sa base sociale « naturelle » et les pouvoirs privés économiques et financiers qu'elle essaie de se concilier. « J'aime l'entreprise », déclarait solennellement le Premier ministre Valls ! A tout prix, y compris à celui de la défaite, la social-démocratie se refuse à courir le risque de rupture avec les dominants ! C'est pourquoi, ceux qui, en France par exemple, « enterrent » le parti socialiste en raison du désastre « hollandais », ont toutes les chances de se tromper : la défaite magistrale de G. Defferre (avec 5% des voix) aux présidentielles de 1969 a pu faire croire à la même disparition. Le rebond n'a pas tardé ! Les « gênes » des pseudo-socialistes sont trop proches des citoyens craintifs ou sans conviction claire pour ne pas favoriser des renaissances périodiques.

De plus, la « drôle-de-gauche » – qui n'engage à rien – est très présente dans la société civile d'un pays comme la France, particulièrement dans les médias et le monde intellectuel. Elle est l'expression de la médiocrité ambiante.

Ce petit monde, fervent adepte de la « démocratie du bavardage », admirateur de l'American Way of Life, pétri du « rêve américain », promoteur d'une pseudo « modernité » et d'un soi-disant dynamisme « innovateur » contre tous les « archaïsmes » (comme a pu y croire Max Gallo, par exemple, avec le Mitterrandisme), prétend vouloir la révolution (permanente si possible) sans la vouloir vraiment, promeut « l'engagement » citoyen mais sans prendre de risques, défend la radicalité dans tous les domaines sauf en matière économique et sociale !

La « drôle-de-gauche » de la société civile nourrit la social-démocratie politicienne, en lui transfusant un « air-mode » attractif et consensuel, tout au moins dans les couches sociales dominantes. Les « branchés » socio-démocrates revitalisent en effet les milieux politiques dont les « recettes », faites de compromis constants, sont les plus vieilles du monde, dont seuls les « emballages » changent au fil du temps.

C'est que les partis de gauche « de gouvernement » en ont bien besoin après leur périodique passage dans les sommets de l'État !

Dans l'histoire des républiques françaises, les expériences gouvernementales de la social-démocratie ont été de nature analogue. La « drôle-de-gauche » s'appuie sur les classes populaires et sur les gauches plus radicales pour l'emporter, puis elle gouverne avec une telle « prudence » conservatrice qu'elle se discrédite et disparaît.

Pendant, durant ses longues cures d'opposition, elle se repositionne à gauche, en faisant le procès du « Mur de l'argent », du

« Grand capital » ou du « Monde de la Finance », se refaisant à bon compte une nouvelle jeunesse.

Le Cartel des Gauches (1924-1926) est ainsi une victoire contre le Bloc National qui augmente les impôts, accepte le chômage, etc. Il l'emporte « contre les puissances d'argent », en s'affichant « pour la laïcité » et « pour les petits » (sic) ! Mais il se limitera avec le gouvernement Herriot au transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, à l'amnistie des cheminots révoqués, sans perdre la « confiance » des milieux d'affaires, par peur de la « fuite des capitaux » et de la chute du franc ! Il est renversé au bout de deux ans.

Le Front Populaire (1936) du gouvernement Blum considère que « tout n'est pas possible » à la différence des « frondeurs » de l'époque dirigés par M. Pivert. Les hésitations de Blum face à la hausse des prix, au chômage, à la fuite des capitaux, motifs de la « pause » sociale, font qu'il va rapidement s'opposer à la fois à l'hostilité des salariés déçus et des milieux d'affaires. Une manifestation communiste sera même réprimée violemment faisant 6 morts et de nombreux blessés, sans susciter la moindre critique officielle de la police. Par contre, rien ne sera fait pour la République Espagnole !

Dès la Libération, la SFIO, pactisant avec la Démocratie chrétienne, prend ses distances avec l'esprit de la Résistance et devient l'instrument le plus efficace (assisté par les Américains) contre les communistes.

Il en sera de même avec le gouvernement SFIO de Guy Mollet, constitué pour faire la paix en Algérie et qui devient le champion de la guerre à outrance, malgré un petit PSU de gauche issu des rangs socialistes.

Il en sera ainsi avec F. Mitterrand dès 1982 et le « nouveau » parti socialiste, très rapidement distant avec les communistes et le mouvement social qu'ils réussissent à affaiblir plus efficacement que ne l'avait fait de Gaulle !

Le décennat « hollandais », fait de reniements cumulés, est sans doute le pire, axé sur une politique prétendument « réformiste », c'est-à-dire jouant le jeu du capitalisme financier et de la Commission européenne à son service, dénonçant la CGT et instrumentalisant le sécuritarisme. La très modeste « fronde » de quelques socialistes des années 2000 n'ira pas plus loin que celle de M. Pivert en 1936.

Cette succession d'échecs programmés permettant à chaque fois un retour fracassant de la droite, entraîne des « stages de récupération ». Tombant pour leur politique droitière, la social-démocratie, comme il a été dit précédemment, se relève par des positions réellement à gauche... dans l'opposition.

N'ayant jamais rompu réellement avec les milieux exerçant leur hégémonie sur l'appareil d'État, sur l'économie et la société, la social-démocratie a la capacité de se « récupérer » dans un délai relativement bref. Chaque bataille perdue, parce que non menée véritablement, prépare une nouvelle victoire... inutile ou presque !

Le Parti socialiste français, enterrant le « Hollandisme », est déjà en train de chercher du sang neuf, en ravalant sa façade avec quelques personnalités, déjà vieux routiers de la politique, mais rafraîchies par leur discours renouvelé, complaisamment assistées par les médias dominants.

La « drôle-de-gauche » passe ainsi d'une pratique de droite à une réinsertion dans le moule d'une gauche de gauche ! Sans complexe, le Premier ministre du Président déchu se présente comme un homme neuf (voir sa critique paradoxale de l'art. 49-3 de la Constitution française), de même qu'un cortège de ministres hier « hollandais », dont l'une révèle même subitement ses sentiments « castristes ». Il s'agit de se dissocier (en attendant de nouveaux compromis s'il le faut avec la droite sous prétexte de combattre l'extrême-droite, comme en Allemagne) des adversaires principaux du moment.

La mascarade est complète avec cette droite « républicaine » où le Premier ministre, d'un autre Président déchu, s'affiche lui aussi comme l'homme-lige d'une « vraie » droite. Il apparaît que les partis de gouvernement de gauche et de droite font leur la devise de Pétain : « les Français ont la mémoire courte » !

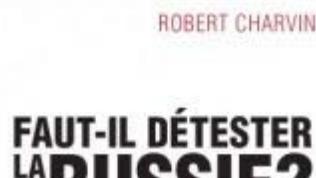
Les « vérités » sacralisées du marché, comme la « libre » concurrence, ne s'appliquent pas au monde politique où seule la « concentration » des pouvoirs (comme celle du capital) s'affirme en continu au détriment des intérêts populaires.

Cette réalité de la social-démocratie française ne se distingue guère de celle qui sévit en Allemagne, en Grèce, en Espagne, au Portugal et dans les pays de l'Europe de l'Est. Leur volonté d'impuissance, comme leur soif de pouvoir, en font un obstacle à toute transformation sociale significative et leurs pathologies sont sans remède.

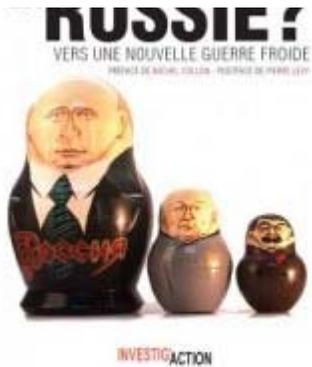
1 Voir Jean Salem. Élections, piège à cons ? Que reste-t-il de la démocratie ? Flammarion, 2012.

Source: Investig'Action

Retrouvez le livre de Robert Charvin, *Faut-il détester la Russie*, sur [notre boutique](#).



*Devons-nous « assimiler, coloniser et civiliser » la Russie ? Et même « l'affaiblir par tous les moyens », comme le recommande le stratège US Brzezinski ?
Quels intérêts sert la campagne actuelle de diabolisation de la Russie ? D'où vient ce courant de*



révisionnisme historique qui minimise la contribution de l'URSS à la victoire des Alliés pendant la

Seconde Guerre mondiale et qui tend à assimiler le communisme au nazisme ? Pourquoi, Vassili

Kononov, un résistant antinazi a-t-il été accusé de « crime de guerre » par la Cour suprême de Lettonie ? Pourquoi a-t-il été envoyé en prison à l'âge de 75 ans, un demi-siècle après les faits ?

Ce livre original nous met en garde : une certaine propagande médiatique peut nous mener tout droit

vers une nouvelle guerre froide. Pas si froide ?

[Informez-vous! Visiter la boutique d'Investig'Action](#)

[Rejoignez les Amis d'Investig'Action,](#)

Option 1 €1,00 EUR

Payer

